

M. OLSON: Sur le sucre raffiné mais non sur le sucre brut. Au sujet de ce programme d'assistance, vous avez déclaré qu'il devrait y avoir un changement dans la politique dans ces autres pays pour augmenter l'encouragement à la production de plus d'aliments. Que signifie tout cela pour les consommateurs canadiens? Cela signifie-t-il d'après vous, que nous devrions être prêts et consentants, pour le bien de l'humanité, à payer un peu plus pour les aliments dans le but de fournir un encouragement à une plus grande production?

M. ANDERSON: Encore une fois je dois insister sur le fait que je parle actuellement des pays sous-développés. Les pays sous-développés et les pays développés possèdent des systèmes économiques très différents. Ce dont je parlais était d'une politique de développement pour ces pays qui tendent à négliger l'agriculture. L'une des façons de faire est que l'on maintient au plus bas possible les prix des aliments en partie à cause de la pression politique venant des régions urbaines de ces contrées. Maintenant, votre question demandait si les consommateurs canadiens devraient payer plus, je présume, pour influencer d'une façon ou d'une autre le niveau moyen des prix des aliments dans le monde et par conséquent de susciter un encouragement à une situation préférable pour les producteurs des pays sous-développés. Je trouve qu'il est difficile de faire un rapport entre les deux.

M. OLSON: En revisant votre bref—et je n'ai point marqué l'endroit, mais je crois que vous avez fait la remarque que nous devrions être prêts à amplifier notre programme d'assistance alimentaire?

M. ANDERSON: Oui, j'ai mentionné cela; il était minime.

M. OLSON: Si nous devons être en mesure de faire parvenir des aliments à ces pays, d'après ces plus vastes programmes d'assistance nous allons également devoir faire quelque chose pour amener les fermiers à réaliser une plus grande production. Je crois que l'un dérive de l'autre. S'il nous faut donner ces produits alimentaires nous allons devoir les produire. Je me demande si avec les ramifications du coût de l'indice de vie, l'indice alimentaire, si oui ou non le fait de fournir ces stimulants est, à votre avis, une politique désirable parce qu'assurément si ces encouragements à une plus grande production existent et que les consommateurs canadiens achètent à l'intérieur du même marché, ils auront probablement à payer un peu plus.

M. ANDERSON: Si le Canada s'attaque à un vaste programme d'assistance alimentaire conjointement avec les autres pays développés du monde, indubitablement cela aura un effet quelconque sur la hausse des prix des fermes. Vous me demandez si je crois qu'il est désirable de poursuivre cette politique?

M. OLSON: Oui.

M. ANDERSON: Je dirais que c'est une politique désirable seulement à l'intérieur de certaines limites très strictes, pour la raison que même si nous investissons une somme considérable pour l'assistance alimentaire, cela ne solutionnerait pas le problème alimentaire dans les régions sous-développées. La véritable façon de le régler est de leur fournir la connaissance technique et la puissance d'alimentation de façon à ce qu'ils puissent produire les aliments eux-mêmes.

M. OLSON: Mais pouvons-nous justifier, au moment de cette difficile situation de crise alimentaire, qu'on puisse maintenir à un niveau peu élevé, la production au Canada par une politique de prix qui maintient la production peu élevée?

M. ANDERSON: Eh bien, notre politique de prix n'est pas destinée à maintenir la production peu élevée. C'est ce que semble prétendre votre question.

M. OLSON: Je n'essaie pas de vous embarrasser, ce sujet m'inquiète réellement parce qu'en ce qui concerne la plupart des produits alimentaires de base, tels que le blé, la farine, le sucre et plusieurs autres produits, les fermiers canadiens doivent toujours vendre en faisant compétition au marché internatio-